

expliquant notamment que l'armée ne s'est jamais substituée aux civils, pas même en octobre 1988, où la presse n'a subi aucune contrainte ; que si l'armée a permis l'essor de leaders prestigieux, elle n'a pas encore enfanté de César ; que « les démocrates sont le ferment nécessaire à l'épanouissement de la démocratie », mais qu'ils « ne peuvent jouer ce rôle que dans la mesure où ils parviendront à se débarrasser de certains concepts peu familiers à notre société ». Propos que ne démentiraient sans doute pas certains leaders islamistes, auxquels il rappelle « en toute sérénité et sans que [ses] paroles aient le caractère d'une menace, et nul ne doit l'ignorer, que si des événements graves venaient à se reproduire et à mettre en péril l'unité de la Nation, l'ANP, respectueuse de ses missions, interviendrait sans hésitation pour rétablir l'ordre et l'unité et pour que force reste à la loi ⁴⁶ ».

L'avertissement est clair : les chefs du « clan des DAF » vont reprendre la main.

Quand l'armée s'invite à la démocratie

Début novembre 1990, raconte Mohammed Samraoui, « le lieutenant-colonel Smaïl Lamari, le chef de la DCE dont je dépendais désormais, m'avait convoqué en compagnie du commandant Amar Guettouchi, responsable du Centre principal des opérations (CPO), pour nous faire part des nouvelles « orientations » décidées par la hiérarchie militaire. S'adressant d'abord à moi en tant que responsable du Service de recherche et d'analyses (SRA), il me dit : « À partir de maintenant, l'objectif numéro un des services, c'est les islamistes du FIS : s'ils prennent le pouvoir, ils vont nous trancher la tête et à vous aussi. Ils feront exactement comme les Iraniens avaient fait à la Savak, il faut à tout prix leur barrer la route. Ce sont les ordres du commandement » ⁴⁷ ».

En décembre 1990, « en dehors des dates officielles habituelles », note Nicole Chevillard, sont promus au grade de général-major Abdelmalek Gue-naïzia, originaire de l'Est, le commandant de la gendarmerie Abbas Ghézaïel, natif de Batna, et Hocine Benmaâlem, conseiller militaire de Chadli. Au même moment, révélera Mohammed Samraoui, « lors d'une réunion présidée par le général Nezzar à Béni-Messous à laquelle étaient conviés les principaux responsables de la SM, le ministre de la Défense nous fit part de mesures pour contrer le FIS, qui ne serait toléré que s'il ne dépasse pas 30 % lors des [prochaines] élections législatives, sinon l'ANP serait amenée à « prendre ses responsabilités » ⁴⁸ ». Pourtant, explique Samraoui, Khaled Nezzar est bien conscient que la prise ouverte du pouvoir par l'armée serait mal reçue par l'« opinion internationale » et les « soutiens financiers internationaux ». Il préconise alors une idée inédite : l'« instauration d'une direction collégiale

avec une façade civile ». Le gouvernement Hamrouche est déjà en ce qui le concerne de l'histoire ancienne...

Pourquoi cette précipitation ? C'est que Larbi Belkheir et Khaled Nezzar ont décidé de mettre les bouchées doubles. En décembre 1990, après avoir réorganisé l'armée et les services avec Belkheir, Nezzar soumet ainsi au Premier ministre Mouloud Hamrouche un projet ultra-confidentiel : dans un rapport intitulé *Mémoire sur la situation dans le pays et point de vue de l'Armée nationale populaire*, le ministre de la Défense préconise un programme de choc pour contrer la montée des islamistes.

Khaled Nezzar indique que les signes de l'insécurité grandissante préfigurent un « climat subversif visant la conquête du pouvoir au plutôt [sic], soit par voie de scrutin électoral dans un cadre formel, soit par appel au *djihad*, menaces plusieurs fois proférées, en vue d'instaurer un régime théocratique totalitaire, plus ou moins lié à l'étranger ». Après ce préambule, il constate que les « formations démocratiques » sont « loin de constituer un rempart au péril totalitaire, tant leurs divisions sont grandes et leurs moyens bien faibles ». Si bien qu'il prédit que « le climat va connaître une multiplication de cas et de manifestations revendicatives par des grèves sauvages, manifestations, marches, etc. », autant d'actions qui « vont renforcer le travail de sape à l'encontre de l'État ».

« En somme, l'objectif déclaré et avéré [des islamistes] consiste à déboucher au plus tôt sur des élections quasiment gagnées d'avance par un dosage savant de *peur* et d'*espoir*, basé sur un sentiment de désarroi de la population, elle-même soumise à des mécanismes de comportement empruntant à l'*irrationnel*. »

Nezzar évoque ensuite les conséquences d'une victoire des islamistes sur l'ANP ou les services de sécurité, qui seront l'objet de « réductions drastiques » et qui risquent même d'être remplacés par des « milices ». Et le ministre de la Défense de conclure : « Voilà un scénario bien alarmiste mais inimaginable, pourrait-on objecter. Que non ! Le succès du FIS aux municipales de juin 1990 était inimaginable, alors ! » Que faire donc, « en cas de pronostic défavorable à une échéance déterminante du scrutin » ? « Provoquer par toutes voies appropriées les conditions légales devant entraîner une neutralisation des formations antidémocratiques des opérations électorales. Dans le cas contraire, assurer le déroulement normal du scrutin et être prêt à faire échec aux tentatives de troubles éventuelles. »

Cette stratégie globale est assortie d'un programme d'action en deux « plans » : un « Plan A » visant « à réaliser les conditions pour un succès électoral des forces démocratiques avec participation des formations extrémistes » ; et un « Plan B », pour « neutraliser d'autorité les formations extrémistes avant l'échéance des élections ».

Le Plan A prévoit notamment la « restauration de l'autorité de l'État », la « mobilisation du FLN » (en particulier par la « déculpabilisation » vis-à-vis de la corruption « en avançant l'arsenal juridique mis au point contre ce fléau et l'adoption d'une attitude agressive sur les cas scandaleux »), l'« assistance aux formations démocratiques », la « lutte contre les extrêmes » en suscitant la « division des courants religieux en provoquant, en exploitant et en avivant les antagonismes », en menant un « programme d'action psychologique », notamment par l'« emploi judicieux et savamment orchestré des médias avec l'assistance de professionnels », etc.

Le « Plan B », quant à lui, « se fondant sur le déroulement des actions du Plan particulier A, vise la neutralisation pendant la phase électorale des formations extrémistes par voie d'autorité dans le cas où il apparaît qu'elles se livrent manifestement à des actions subversives et/ou à la préparation de troubles à caractère insurrectionnel ».

Finalement, en encadré et en lettres capitales, le général-major Khaled Nezzar présente ses conclusions : « En tout état de cause, l'enjeu de la situation que vit actuellement l'Algérie est d'une dimension historique, car il met en cause le pays dans son destin de nation souveraine appelée, soit à continuer son essor économique et social, soit à plonger dans un état obscurantiste et médiéval. »

Pour Nezzar, il est en effet hors de question que les islamistes participent au pouvoir, même si une majorité d'Algériens le souhaitent. Ce « plan d'état-major », rédigé en réalité sous la houlette de Belkheir par les généraux Mohamed Touati et Abdelmadjid Taright, « conseillers » de Nezzar, sera, on le verra, suivi presque à la lettre. Ce qui n'est rien d'autre qu'un plan de subversion, le ministre de la Défense osera le présenter plus tard avec fierté comme celui d'un visionnaire⁴⁹. (On peut croire à la naïveté de Khaled Nezzar, aimablement gratifié d'une « mentalité d'adjudant » par certains de ses pairs et aveuglé par le fol espoir d'apparaître pour les générations futures comme le « sauveur de la démocratie » ; mais les inspireurs du texte, et Belkheir au premier chef, sauront habilement exploiter cet aveuglement pour faire de lui, après 2001, le premier responsable des sales besognes qu'il inspirera.)

Mais en cette année 1990, Mouloud Hamrouche et ses conseillers rejettent sèchement le Mémoire du ministre de la Défense, qu'ils considèrent comme le « travail d'un cancre ». Pour eux, l'Algérie démocratique que Khaled Nezzar prétend appeler de ses vœux peut être réalisée sans chars ni provocations, sans « action psychologique » ni manipulation des médias, en redonnant la liberté aux forces vives du pays et en instaurant la rigueur dans la gestion des biens de l'État. On peut penser qu'ils n'ont pas vraiment pris au sérieux la menace que représentait le « plan Nezzar », alors même que son « Plan A » était déjà la semi-officialisation d'une réalité déjà en acte.

Il y a sans doute là une certaine sous-estimation du réel rapport de forces, car, hormis dans le secret de cette petite équipe, tout le monde ignore la bonne foi qui l'anime. À l'exception de Larbi Belkheir, qui constate, au fil des jours et des décisions, que les hauts fonctionnaires jadis obéissants, dociles et sans ambition ont décidé de saisir leur chance de marquer l'histoire de leur pays en le dotant des instruments de son affranchissement...

La presse entre liberté et manipulation

L'une des premières – et spectaculaires – mesures du gouvernement Hamrouche concerne la presse « indépendante », dont l'action avait été en réalité sévèrement bridée par la loi votée en juillet 1989. Très vite après leur arrivée au pouvoir en septembre 1989, les réformateurs suppriment les ministères de l'Information, de la Culture et des Anciens *moudjahidines*. Puis, en mars 1990, pour inciter la presse à accompagner leurs réformes économiques et politiques, ils allouent deux ans de salaire à tout journaliste désirant créer son propre titre⁵⁰. En avril, une loi complète ce décret en supprimant le monopole de l'État sur l'information. Désormais, partis politiques et personnes privées ont le droit de créer des journaux. Du coup, près de cent cinquante titres voient le jour en quelques mois : le FIS crée ainsi *El-Mounqid* (Le Sauveur) et *El-Forkane*. Les partis laïcs créent chacun leur journal : *Libre Algérie* pour le FFS, *Le Progrès* pour le PSD, *Le Libéral* pour l'UDL, *La Tribune* pour l'APUA, *Saout Echaâb* pour le PAGS ou *Tribune ouvrière* pour le PT⁵¹...

Mais au-delà de l'aide financière légale (les deux ans de salaire accordés aux journalistes créant leur titre), certains de ces journaux sont discrètement financés par les services de sécurité contrôlés par le clan Belkheir et par de grands industriels qui lui sont proches. C'est par exemple le cas du *Jeune indépendant*, ou de *L'Hebdo libéré*, soutenus financièrement par un proche collaborateur du général Larbi Belkheir, Mohamed Meguedem (responsable de l'information à la présidence, il s'est fait connaître en publiant le testament d'Hitler⁵²). Naîtra par ailleurs *Liberté*, financé par le riche Issad Rebrab. Pour tenter de leur faire pièce, sera créée *La Nation*, sous la houlette de Omar Attia, industriel proche de Mouloud Hamrouche. Organe traditionnel des communistes algériens, *Alger républicain* va retomber dans l'escarcelle du PAGS, mais l'équipe éclatera lorsqu'un membre du bureau politique de ce parti voudra lui imposer sa tutelle, au motif qu'elle serait trop conciliante avec le FIS ; de cette scission naîtra, en septembre 1991, *Le Matin*⁵³. De même, une brouille au sein de la rédaction d'*El-Moudjahid* amènera à la naissance, en octobre 1990, d'*El-Watan*.

Destinées à favoriser la libéralisation de la presse, les aides financières prévues par le gouvernement Hamrouche furent donc largement dévoyées.